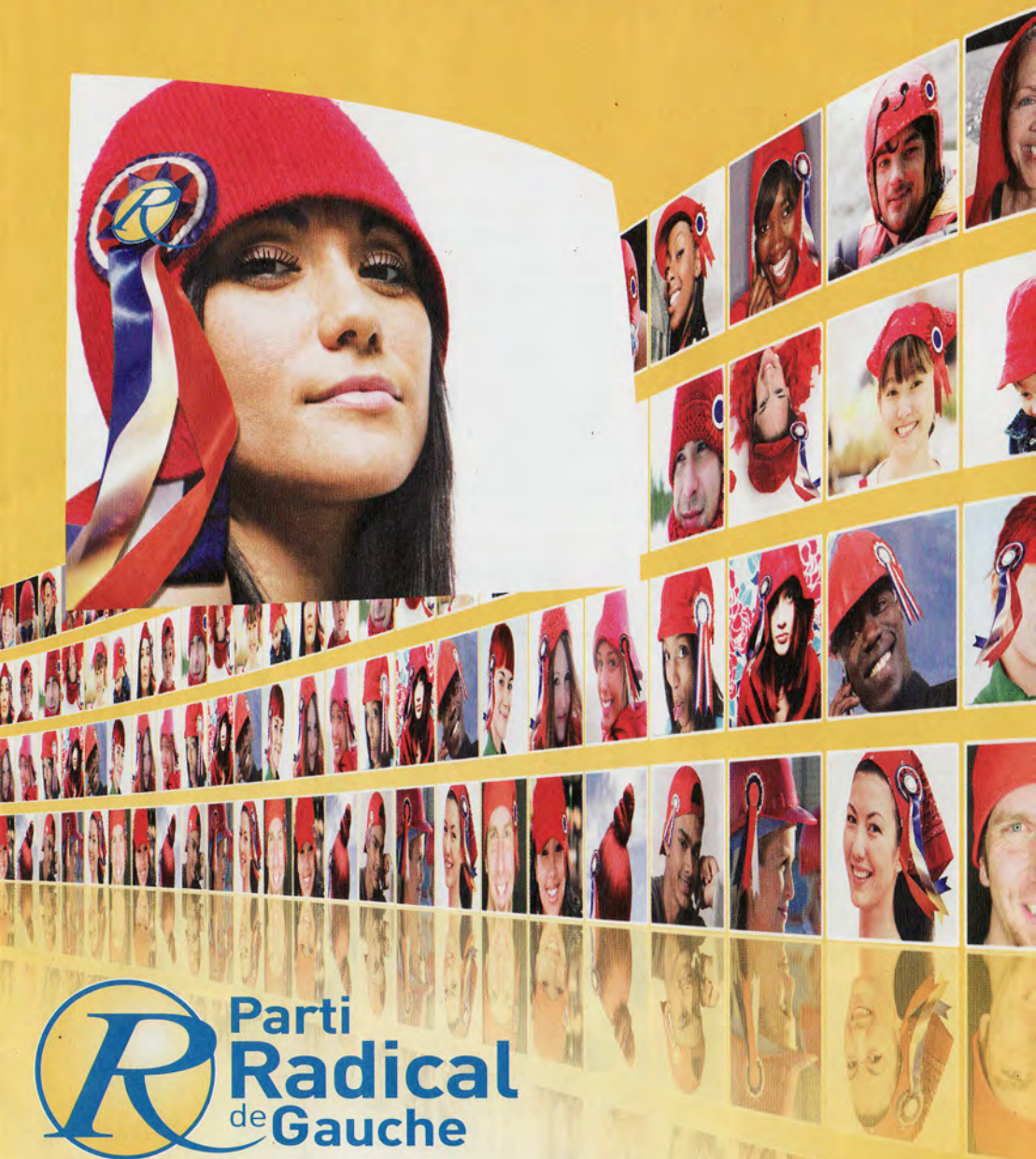


LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ
RADICALEMENT RÉPUBLICAINS



 Parti
Radical
de Gauche

www.planeteradicale.org

ÉDITO

Le PRG, une alternative à gauche

Crises financière, économique, énergétique et alimentaire mondiales, remise en cause du « modèle français », démantèlement des services publics, creusement des inégalités, Europe en panne, menaces sur l'environnement, bouleversements liés à la mondialisation... Les défis ne manquent pas pour qui désire s'impliquer dans l'action publique.

La crise, si elle a ébranlé l'édifice capitaliste, nous a confortés dans notre conception d'une économie libérale mais fermement régulée. Pour les Radicaux, l'économie doit être au service de l'Homme. Ni « tout État », ni « tout marché », nous devons rechercher une synthèse entre l'individu et le collectif.

À une époque où d'aucuns privilégient les questions de personnes, le PRG a souhaité réinvestir le champ des idées. Face aux bouleversements actuels, il ne s'agissait pas de recourir à de vieux remèdes éculés et devenus inefficaces, mais d'inventer de nouvelles solidarités, de nouvelles régulations. En d'autres termes, sortir des sentiers battus, innover.

Humaniste, solidaire, laïque, garante des libertés, juste, voilà la République telle que nous ambitionnons de la construire. C'est au confluent de ses valeurs que naît le radicalisme.

Ce document montre qu'il existe une gauche attachée aux libertés mais aussi à la solidarité, une gauche qui encourage l'économie et l'entreprise si ces dernières sont clairement régulées, en d'autres termes une gauche de l'individu responsable et solidaire. Une gauche réformatrice, pragmatique et ambitieuse. Une gauche qui aspire à républicaniser la France, l'Europe et les institutions internationales.

Forts de ce programme, modernisons la gauche, proposons une alternative pour préparer l'alternance.



Jean-Michel Baylet
Président du PRG



Thierry Jeantet
Vice-président chargé
de l'Atelier et du Programme



DÉVELOPPER UNE CROISSANCE PLURIELLE FAVORISER L'ENTREPRISE SOCIALEMENT INNOVANTE

- C'est refonder les relations dans l'entreprise (lui redonner une définition humaniste, moderniser les relations entre les différents acteurs, soutenir la participation, créer des chartes de fonctionnement social et solidaire...). L'entreprise responsable, participative doit être le vecteur fort d'une économie équitable.
- C'est réformer la gouvernance des grandes entreprises, en limitant le cumul des mandats des administrateurs ou en conciliant les intérêts du capital humain et du capital financier grâce à une gouvernance partagée.
- C'est assurer le partage équitable et rationnel du produit de l'entreprise en générant une augmentation simultanée des salaires et des dividendes selon une clé de répartition objective et rationnelle.
- C'est mettre l'entreprise au service de l'emploi en favorisant par exemple l'emploi durable pour les jeunes, la mise en place d'un réel plan d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en termes de salaires et de carrières ; en alignant la loi française sur la directive européenne en matière de violence au travail.
- Plaider pour une PAC Agricole et de la Pêche régulatrice des prix et "bio".
- C'est faire du consommateur un vrai partenaire de l'entreprise.
- C'est donner à l'agriculture un nouveau rôle dans les politiques alimentaires et environnementales.
- C'est inclure l'éco-développement dans l'approche durable et équitable de l'économie (s'attacher à diversifier et sécuriser les sources d'énergie, aller vers une « Eco-société » impliquant une approche transversale de l'action gouvernementale). Et pour l'habitat, s'attaquer à un programme volontariste de rénovation et accroître la politique de soutien des parcs notamment régionaux et des projets d'« Éco-Villes » autant que d'« Éco-Quartiers ».
- C'est substituer aux critères boursiers de nouveaux critères de performance et adopter de nouveaux indicateurs de richesse.

“ Donner une « part plus grande aux entreprises d'Économie Sociale » ”

“ Créer le statut "d'Entreprise à Gouvernance Partagée" ”

“ Faire de la Valeur Ajoutée une base des contributions sociales ”

“ Créer des emplois Jeunes et Seniors ”

“ Passer du tout-nucléaire au tout-énergies maîtrisées, renouvelables ”

“ Rendre obligatoire un "Bilan Sociétal" Créer une référence "RSEC" (Responsabilité Sociale Environnementale Civique) ”

UNE RÉPUBLIQUE REFLET D'UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

Pour généraliser les droits et moyens d'accès à une vie libre et active, les Radicaux proposent d'agir fort et vite pour donner à toute la société cohésion et dynamisme.

- Créer un pacte républicain pour une éducation juste et démocratique avec un véritable service public de la petite enfance, l'école de l'égalité réelle des chances, le renfort des lycées, une formation professionnelle d'excellence, une démocratisation de l'accès aux études supérieures et une formation continue tout au long de la vie.
- Instaurer une démocratie de la culture et de la communication :
 - Agir pour garantir l'accès de tous à la culture
 - Agir pour défendre et moderniser le modèle culturel français
 - Agir pour l'épanouissement de la diversité culturelle en Europe et dans le monde.
- Assurer à tous un accompagnement sociétal tout au long de la vie.

“ Relancer et "moderniser" les ZEP ”

“ Augmenter le nombre de "personnel d'accompagnement scolaire" ”

“ Créer un "statut de l'artiste" ”

“ Créer le 5^e "risque dépendance" ”

“ Défendre la "retraite à 60 ans" ”

“ Développer des "parcours de santé avec les mutuelles" ”

“ Construire des "Hébergements d'urgence" ”

“ Instaurer un droit à l'activité ”

“ Créer un "Conseil Permanent de la prévention des conflits sociaux" ”

“ Pour un "Grand Impôt Progressif Universel, Global" ”

C'est instaurer un véritable droit à la santé, rendre effectif le droit au logement, concilier solidarité et indépendance pour les seniors, lutter contre les maltraitances, notamment intrafamiliales et s'assurer que tout individu dispose du minimum vital.

• Faire reconnaître les droits de l'activité, de l'emploi et les droits sociaux aux personnes pour aller vers une société pleinement active et redonner toute leur place aux organisations syndicales et sociales.

• Mettre en place une fiscalité des personnes progressive, globale et universelle et adopter de nouveaux indicateurs de richesse.

• Mettre la jeunesse au cœur de la société, et agir pour faire des citoyens des individus égaux et libres de leurs choix personnels.

“ Droit au mariage pour les personnes de même sexe ”

“ Dépenaliser la consommation de drogues douces ”

Je désire recevoir des informations sur le PRG

Je désire adhérer au PRG

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Email :

Je joins un chèque d'adhésion de 40 € [20 € moins de 30 ans] à l'ordre du Parti Radical de Gauche.
Contacts : 13 rue Duroc - 75007 PARIS - Tél. 01 45 66 67 68 - Fax : 01 45 66 47 93 email : prg@prg.com.fr - www.planeteradicale.org



UNE « RÉPUBLIQUE QUI N'EN N'AURAIT PLUS QUE LE NOM » ?

Tel est le sentiment que donne le fonctionnement des institutions françaises. La droite s'est appliquée à mettre la main sur tous les rouages de l'État, du secteur public, favorisant parallèlement une prise en main économique de la presse, veillant à la « bonne tenue » de la télévision, s'attaquant aux associations et négligeant les syndicats. Que dire aujourd'hui de l'ultra présidentialisation d'un régime qui n'ose pas dire que le poste de Premier Ministre n'a plus de raison d'être et n'en a pas organisé la contrepartie, qui efface le rôle même des ministres, affaiblit le parlement, met en coupe réglée des organes de presse, tente de contrôler directement des banques... ?

La VI^e République, plus que jamais

- C'est la suppression de l'exécutif bicéphale (l'unification du pouvoir exécutif par la suppression du poste de Premier ministre, le Président de la République restant élu au suffrage universel) ;
- C'est donner aux citoyens un droit d'initiative civique et référendaire ;
- C'est réformer le Conseil constitutionnel ;
- C'est inscrire dans la Constitution la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections locales ;
- C'est faire vivre la démocratie représentative et vivifier la démocratie sociale.

Rétablir et ordonner la décentralisation

Le projet de loi du gouvernement de réforme des collectivités territoriales est une attaque contre la décentralisation. Avec les Radicaux :

- OUI à une véritable décentralisation, dans le respect des collectivités ;
- OUI à une remise à plat des finances et de la fiscalité ;
- OUI à une stabilité du statut de la Corse avec l'assentiment de la population ;
- OUI à une nouvelle réflexion concertée avec les 3M de nos concitoyens habitant les outre-mer.

LA RÉPUBLIQUE SUR TOUT LE TERRITOIRE

Des services publics redéployés

Le gouvernement, animé d'une seule vision comptable, s'acharne à démanteler les Services publics : de l'éducation, de la santé, prévoyant la privatisation du service public postal, la fermeture des gendarmeries de proximité. Les Radicaux de Gauche militent en faveur de services publics modernisés et redéployés sur l'ensemble du territoire.

Réinsérer les banlieues dans la France de demain

Les banlieues, comme les campagnes, sont de plus en plus délaissées, il faut au contraire que la République réinvestisse ces zones. Par le biais de l'État et des collectivités, la République doit être présente sur tout le territoire (police de proximité, services publics de qualité...).

LA RÉPUBLIQUE MONDIALISÉE

- Démocratiser le conseil de l'ONU
- Coordonner les organisations OMC, BIT, PNOD...
- Créer une commission chargée d'élaborer un Droit International (laïcité, démocratie, solidarité...)
- Créer un fond international d'aide au développement humain

Une justice digne de la République

En démocratie, la justice est le premier des services publics. Notre justice a besoin de transparence et de clarté. Nous sommes pour le maintien du juge d'instruction, de la présomption d'innocence, et pour préserver la justice pénale des mineurs ainsi que pour la suspension de la reconduite hors territoire des immigrés clandestins.

Un État plus solidaire et plus efficace

Les Radicaux de Gauche veulent donc un État mieux « calibré », non pas amaigri mais redéployé, assurant :

- Par la laïcité, l'intégration citoyenne et la pluralité des initiatives ;
- Par la solidarité, l'accès universel aux moyens d'une vie digne et active ;
- Par les infrastructures et les services publics, conditions de développement de la vie sociale autant qu'économique et technologique.

Et un État plus laïque que jamais

- Le maintien absolu de la loi de 1905 et la création d'un Observatoire de la laïcité chargé d'un rapport annuel sur son application et de la promotion de la laïcité ;
- Donner plus d'ampleur à toute cérémonie républicaine.

“ Pour un Conseil Supérieur de la Magistrature clairement indépendant, composé de magistrats et de personnalités

Établir un “numerus clausus” dans l'ensemble des prisons françaises

“ Se battre pour des “services publics européens”

“ Remettre “la laïcité au cœur de la République”

LA RÉPUBLIQUE EN EUROPE

Nous, Radicaux de gauche, par notre histoire et notre volonté constante, avons toujours prouvé notre attachement à la construction européenne, garante d'un avenir de paix. Dans cette période de crise (alimentaire, environnementale, financière, économique, sociale...) de globalisation, nous voulons porter un projet européen lucide et audacieux. Nous voulons un développement social, environnemental et civique, autant qu'économique et financier. Nous voulons construire une Europe politique. L'Europe doit être notre nouvelle frontière.

L'Europe, un nouveau projet politique - La citoyenneté passe par l'éducation

- Notre ambition est de faire de l'Europe une puissance civile et politique. Pour cela nous devons développer une Europe de la Connaissance, de l'Innovation et de la jeunesse.

“ La citoyenneté passe par l'Éducation. C'est pourquoi, les Radicaux suggèrent la mise en place dans l'ensemble des pays de l'Union européenne d'une nouvelle matière à enseigner qu'on pourrait nommer « Citoyenneté Européenne ». Une instruction et une éducation renforcées par une Europe de la culture omniprésente.

- Une Europe qui doit à terme devenir puissance conciliatrice, espace de développement humain autour d'un new deal social dans un espace économique européen régulé.

“ Une Europe comme espace de développement pluriel. C'est une Europe qui doit s'inspirer de la conférence de Copenhague et se structurer autour de la création d'une Assemblée des Territoires d'Europe. Ainsi, elle pourra agir sur la politique européenne dans les domaines du social, de la culture, de l'intégration, de l'économie, des transports, de la coopération territoriale et tout ce qui concerne l'aménagement du territoire.

- Une Europe ouverte, avec pour préalable à toute nouvelle phase d'élargissement, que la réforme des institutions de l'UE soit menée à terme.

Le PRG est favorable à l'intégration des pays de l'Europe balkanique ainsi que de l'Ukraine à l'Union. Le PRG est également favorable à l'intégration de la Turquie, sous réserve du respect des critères de Copenhague et de la reconnaissance de l'État de Chypre.

L'Europe Fédérale doit ainsi à la fois démontrer sa capacité à intégrer les pays du continent et, en même temps, à établir une coopération active et équilibrée avec les pays du sud de la Méditerranée. Elle doit être « un pôle d'attraction » pour les peuples et les États.

“ Pour une “Université Populaire Européenne”

“ Pour une Union européenne “pilote d'une coalition pour la paix”

“ Pour “un Gouvernement Européen Économique Social et Environnemental” fort

“ Pour des “Traités d'adhésion intermédiaires” favorisant l'élargissement de l'Union européenne”

“ Plus que jamais pour une “Constitution Fédérale Européenne”

CHANGEONS DE CAP

Les signes de faiblesse de l'ultra-libéralisme, les dérapages d'une mondialisation à marche forcée sont nombreux. La crise est à la fois profonde, durable et plurielle : qui ignore les révoltes contre la faim, les crises énergétiques, la crise climatique et les drames environnementaux ?

Face à la crise, les Radicaux ont dénoncé la maigreur des plans de relance français (26 milliards d'euros officiellement ; il en faudrait 60 disait l'OFCE) et de l'Union européenne (200 milliards d'euros officiellement). Plus grave, l'option choisie par le gouvernement d'une rigueur qui ne dit pas son nom fera porter aux plus fragiles le poids de la crise : l'économie et la consommation ne seront plus soutenues, la solidarité, les services publics, l'éducation et la recherche seront sacrifiés.

Les Radicaux pensent qu'il faut agir pour tenter d'éviter un nouvel approfondissement des maux qui secouent notre pays et le préparer à l'après-crise.

C'est donc un vrai changement de cap qu'il faut activement préparer au nom du solidarisme. Pour nous, il faut donner la priorité à l'Homme, nous dégager des vieux schémas capitalistes et marxistes et ne pas nous satisfaire d'un écologisme absolument nécessaire mais insuffisant. Voilà l'ambition des radicaux.

